

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2707

2 octobre 2015

### SOMMAIRE

10G Technologies S.à r.l. ....	129894	RPFI Soparfi A S.à r.l. ....	129890
Apta Finance S.A. ....	129936	Salmaggi Constructions S.A. ....	129897
Askana S.à r.l. ....	129905	Saluki S.A. ....	129891
AviMall S.A. ....	129914	Seborgium Investment S.à r.l. ....	129906
Bonté Plus S.à r.l. ....	129900	Selp Ingolstadt S.à r.l. ....	129892
Bureau Européen d'Assistance à la Gestion des Entreprises ....	129890	Sicclair S.A. ....	129897
Flexinvest International ....	129906	Silver Limousine S.à r.l. ....	129927
"GQS Luxembourg S.à r.l. ....	129890	Soly Holding S.à r.l. ....	129891
Immobilière du Moulin ....	129890	Spectra Energy Finance S.à r.l. ....	129897
Jean LAMESCH Exploitation S.A. ....	129898	Splendid Drinks A.G. ....	129892
LaSalle UK Ventures Co-Investment Property 1 S.à r.l. ....	129935	Stax S.à r.l. ....	129897
NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l. .....	129890	Taina S.A. ....	129891
Organdi Immobilière S.A. ....	129895	Terrasia ....	129894
Patrizia Nordic Cities Holdco A S.à r.l. ....	129896	Transwave S.A. ....	129895
Pennington S.à r.l. ....	129896	Truss Limited Partner S.à r.l. ....	129894
Praxair Holding Latinoamérica ....	129896	Tyco Electronics Group S.A. ....	129893
Private Equity Opportunities Fund II Feeder S.C.Sp ....	129896	U-man Resources S.A. ....	129893
Quinlan Private Atrium Client Holdings S.à r.l. .....	129891	Undercroft S.à r.l. ....	129893
Quinlan Private CE Commercial Client Hol- dings #2 Sàrl ....	129891	UPX International S.à r.l. ....	129927
RD Card Luxembourg S.à r.l. ....	129892	VEDF (Luxembourg) P1 S.à r.l. ....	129893
R.J.C. Immobilière S.A. ....	129892	VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l. ....	129895
		Velvet I.P. Investments SA ....	129892
		VIIF Gestion S.à r.l. ....	129897
		Vivalys Patrimonia Management ....	129895
		Volano Investments S.A. ....	129894
		WS & WS S.à r.l. ....	129898

**Immobilière du Moulin, Société Anonyme.**

Siège social: L-1425 Luxembourg, 3, rue du Fort Dumoulin.  
R.C.S. Luxembourg B 84.948.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015137413/9.  
(150149444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Bureau Européen d'Assistance à la Gestion des Entreprises, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1858 Luxembourg, 1B, rue du Kirchberg.  
R.C.S. Luxembourg B 157.846.

L'entreprise constate le transfert de la totalité des parts (50) de Monsieur Pascal DEKNOP, 39 Fazantenlaan à B-3090 Overijse (Belgique) en faveur de Monsieur François-Noël PERRIER, demeurant 1B rue du Kirchberg à L-1858 Luxembourg.  
Référence de publication: 2015137095/10.  
(150149255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**NUCLEUS GESTION (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 168.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10/08/2015. Vincent J. Derudder.  
Référence de publication: 2015137614/10.  
(150148587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**RPFI Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.350.025,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 72.289.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.  
RPFI Soparfi A S.à r.l.  
Référence de publication: 2015137733/11.  
(150149205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**"GQS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 189.170.

Les comptes annuels pour la période du 29 juillet 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 31 juillet 2015.  
*Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*  
Neela Gungapersad  
*Mandataire*  
Référence de publication: 2015140176/14.  
(150152529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Saluki S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 472.000,00.**

Siège social: L-1950 Luxembourg, 14-, rue Auguste Lumière.  
R.C.S. Luxembourg B 156.576.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015137743/9.  
(150149239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Quinlan Private Atrium Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 129.882.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 06 août 2015.  
Référence de publication: 2015137685/10.  
(150149115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Quinlan Private CE Commercial Client Holdings #2 Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 132.436.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 07 août 2015.  
Référence de publication: 2015137686/10.  
(150149101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Taina S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 191.485.

—  
Les comptes pour la période du 29 octobre 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 août 2015.  
Référence de publication: 2015139268/11.  
(150151145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

---

**Soly Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 189.164.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 7 août 2015*

L'associé unique de la Société décide de nommer Monsieur Arnold SPRUIT, né le 13 octobre 1971 à Wimbledon, Royaume-Uni, demeurant à 15a rue Langheck, 5410 Beyren, Luxembourg, aux fonctions de gérant de la Société ayant un pouvoir de signature A, avec effet au 4 août 2015 et pour une période indéterminée.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015137756/13.  
(150148957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Splendid Drinks A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 111.709.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015137759/9.  
(150148519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**R.J.C. Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9706 Clervaux, 2, route de Bastogne.  
R.C.S. Luxembourg B 98.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015137698/10.  
(150149081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**RD Card Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 122.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 05 août 2015.  
Référence de publication: 2015137718/10.  
(150149106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Selp Ingolstadt S.à r.l., Société en Commandite simple.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 162.408.

Le siège social de l'associé Link S.à r.l., a changé et est désormais au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 août 2015.  
Référence de publication: 2015138504/11.  
(150150365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

---

**Velvet I.P. Investments SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8824 Perlé, 2, rue du Cimetière.  
R.C.S. Luxembourg B 157.746.

*Extrait du compte-rendu de la réunion du conseil d'administration tenue à Perlé le 13 août 2015 à 10 heures*

*Résolution Unique*

Le Conseil décide de nommer parmi ses Membres, Monsieur Thierry HOFFAIT, ayant son adresse privée au 11, Allée des Chevreuils, B-4120 Rotheux-Rimièr (Neupré), comme Administrateur Délégué  
Monsieur Thierry HOFFAIT pourra engager la société par sa seule signature.  
Le mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2021.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015140529/14.  
(150152650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Tyco Electronics Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 123.549.

Les comptes annuels au 26 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015140514/10.

(150152460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**U-man Resources S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 160.325.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/08/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2015140515/12.

(150152653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Undercroft S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 116.140.

## EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique du 14 Août 2015 que:

- Monsieur Cameron MACDOUGALL a démissionné de son mandat de gérant
- Madame Bohee Yoon, ayant pour adresse professionnelle 1345 Avenue of the Americas, New York 10105, USA, est nommée gérante pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 Août 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015140517/15.

(150152904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**VEDF (Luxembourg) P1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 179.776.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 31 juillet 2015*

Il résulte de décisions prises par l'associé unique en date du 31 juillet 2015:

- Monsieur Fraser James Kennedy a démissionné de son poste de gérant de classe B.
- Madame Claire Treacy, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet le 14 août 2015 et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015140526/17.

(150152149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Terrasia, Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 20.573.

Le Bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27/05/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015140508/10.

(150152730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Volano Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 186.196.

Par la présente, je soussigné, Jan Charles van Leeuwen représentant de la société Huaskaran BV vous confirme notre démission en tant que l'Administrateur de classe B de la Société Volano Investments SA avec effet à la date du 29 avril 2015.

Le 29 Avril 2015.

HUASKARAN BV

J. C. van Leeuwen.

Référence de publication: 2015140524/13.

(150152519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**10G Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 105.024.

*Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la société en date du 22 juillet 2015:*

Le siège social de la société est transféré avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2014 du 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg au 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015140559/15.

(150152749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Truss Limited Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.677.000,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 111.372.

## EXTRAIT

Il résulte d'une décision de l'associé unique du 14 Août 2015 que:

- Monsieur Cameron MACDOUGALL a démissionné de son mandat de gérant catégorie B;
- Madame Bohee Yoon, ayant pour adresse professionnelle 1345 Avenue of the Americas, New York 10105, USA, est nommée gérante catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 14 Août 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015140498/16.

(150152691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Transwave S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.  
R.C.S. Luxembourg B 176.056.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015140511/10.

(150152628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Vivalys Patrimonia Management, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 170.180.

Les comptes annuels de Vivalys Patrimonia Management S.à r.l., arrêtés au 31 décembre 2014 et dûment approuvés par l'associé unique en date du 20 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

*Pour la société Vivalys Patrimonia Management S.à r.l.*

Référence de publication: 2015140523/12.

(150152416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Organdi Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 98.694.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue en date du 24 juillet 2015*

1. La démission de FIN-CONTROLE S.A. avec effet au 24 juillet 2015, est acceptée.
2. FISCOGES, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-8362 Grass, 4 rue de Kleinbettingen est nommée, en date du 24 juillet 2015, en tant que Commissaire jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2021; assemblée délibérant sur l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2020 en remplacement de FIN-CONTRÔLE S.A.

Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

ORGANDI IMMOBILIERE S.A.

Référence de publication: 2015140353/15.

(150152673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 180.741.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 31 juillet 2015*

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 31 Juillet 2015:

- Monsieur Fraser James Kennedy a démissionné de son poste de gérant de classe B.
- Madame Claire Treacy, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet le 14 août 2015 et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015140528/17.

(150152777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Pennington S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 123.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015140360/9.  
(150152233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Praxair Holding Latinoamérica, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 133.277.795,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 174.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 août 2015.  
Référence de publication: 2015140367/10.  
(150152449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Patrizia Nordic Cities Holdco A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 192.587.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
À Luxembourg, le 14 août 2015.  
Référence de publication: 2015140384/10.  
(150152365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Private Equity Opportunities Fund II Feeder S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 190.762.

Zusätzliche Hinterlegung zur Hinterlegung vom 13. Juli 2015 registriert unter der Referenz L150123223

*Auszüge des Geänderten und Neugefassten Gesellschaftsvertrages (Amended and Restated Limited Partnership Agreement) (der "Gesellschaftsvertrag") der Private Equity Opportunities Fund II Feeder SCSp, einer Kommanditgesellschaft Luxemburger Rechts (Special Limited Partnership), vom 30. Juni 2015*

**2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.**

(ii) Zweck

Der Zweck der Gesellschaft beschränkt sich darauf, eine Kapitalzusage als nicht-geschäftsführende Kommanditistin in jedem der vier Teilfonds des Private Equity Opportunities Fund II SCS - SIF, einer Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in der Form eines Umbrella Spezialfonds (fonds d'investissement spécialisé à compartiments multiples), mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg (nachfolgend als "Main Pool" bezeichnet) - auf einer pro-rata Basis im Verhältnis zu den Gesamtkapitalzusagen jedes Teilfonds (jeweils wie jeweiligen Teilfondsabkommen (Compartment Agreement) beschrieben) - in einem Gesamtbetrag in Höhe der kumulierten Gesamtkapitalzusagen der nicht-geschäftsführenden Kommanditisten (die "Main Pool Commitment") zu zeichnen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 17. August 2015.

Private Equity Opportunities Fund II Feeder SCSp

Unterschrift

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2015140372/25.

(150152381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Sclair S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 125.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015137752/9.  
(150148743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Salmaggi Constructions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8809 Arsdorf, 6, An der Hielt.  
R.C.S. Luxembourg B 86.868.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015137766/10.

(150148998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**VHIF Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 176.239.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10/08/2015.

Vincent J. Derudder.

Référence de publication: 2015137869/10.

(150148934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Stax S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 171.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Stax S.à r.l.*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015137761/12.

(150148959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Spectra Energy Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 16.200,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 143.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015137757/13.

(150149587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

**Jean LAMESCH Exploitation S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-3225 Bettembourg, 12, Zone Industrielle Wolser 2.  
R.C.S. Luxembourg B 23.555.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle statutaire du 11/06/2015*

A l'unanimité, l'Assemblée décide de nommer comme Réviseur d'Entreprises la société anonyme Emst & Young, sise 7, parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, pour une durée de 1 an, son mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale qui aura lieu en 2016.

Alain JACOB / Etienne MAROT  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015140240/13.

(150152910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**WS & WS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8245 Mamer, 2, rue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 199.206.

—  
STATUTS

L'an deux mil quinze, le dix-sept juillet.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1.- Monsieur Mark WAYNE-SMITH, consultant, né à Maidstone (Royaume-Uni), le 11 mai 1974, demeurant à F-57920 Hombourg-Budange (France), 8, rue des Tilleuls,

2.- Madame Aurore KIEFFER, épouse WAYNE-SMITH, consultante, née à Thionville (France), le 20 novembre 1975, demeurant à F-57920 Hombourg-Budange (France), 8, rue des Tilleuls.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Titre I<sup>er</sup> . Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «WS & WS Sàrl».

**Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Mamer.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par décision des associés prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objets:

- toutes prestations de coaching individuel et de groupes, ainsi que les prestations de tout type (formateur, auteur, consultance) en développement personnel, tant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger;

- toutes prestations de conseil, d'assistance, d'étude, d'audit ou de formation en matière de management en gestion économique, fiscalité, comptabilité, gestion du personnel, organisation d'entreprise, formation en management, conseil en communication, publicité, politique d'entreprise et en transmission d'entreprise;

- toutes prestations de conseil dans le domaine de la technologie financière et informatique, ainsi que toutes activités d'édition de logiciels, de vente et/ou de location de matériels et de logiciels;

- la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange, ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera. La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie.

De manière générale, elle pourra faire en toutes opérations commerciales et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 6.** Entre associés les parts sont librement cessibles.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants, exception faite en cas de transmission au conjoint survivant et/ou aux descendants.

**Art. 7.** Le décès, l'incapacité, la déconfiture ou la faillite, de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 8.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

## **Titre II. Gérance - Assemblée générale**

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

**Art. 10.** Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 11.** Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

**Art. 12.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 13.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

## **Titre III. Année sociale - Bilan**

**Art. 14.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

## **Titre IV. Dissolution - Liquidation**

**Art 15.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

## **Titre V. Disposition générale**

**Art. 16.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### *Déclaration du notaire*

Le notaire instrumentant déclare que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

### *Disposition transitoire*

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à 1.030,-.EUR.

*Souscription - Libération*

Les cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune ont toutes été souscrites comme suit:

1- Monsieur Mark WAYNE-SMITH, préqualifié, deux cent cinquante parts sociales . . . . .	250
2- Madame Aurore KIEFFER, épouse WAYNE-SMITH, préqualifiée, deux cent cinquante parts sociales . . . . .	250
TOTAL: cinq cents parts sociales . . . . .	500

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

*Assemblée Générale extraordinaire*

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1.- L'adresse du siège social est fixée à L-8245 Mamer, 2, rue de la Libération.

2.- Est nommé pour une durée indéterminée en qualité de gérant unique:

Monsieur Mark WAYNE-SMITH, consultant, né à Maidstone (Royaume-Uni), le 11 mai 1974, demeurant à F-57920 Hombourg-Budange (France), 8, rue des Tilleuls.

3.- La société est valablement engagée et représentée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: WAYNE-SMITH, KIEFFER, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 20 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22724. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff.* (signé): Carole Frising.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 10 août 2015.

Référence de publication: 2015137883/117.

(150148773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

**Bonté Plus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 199.225.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty ninth day of July.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

Mr Balhari RAI, manager, born on 25 August 1976 in Kakarvitta (Népal) residing at L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.

Such appearing party required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There exists a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the exploitation of an internet café, and to provide internet and phone services. The Company can also sell soft beverages and drinks, grocery, as well as beauty products and gift items.

In addition, the Company may carry out any trading activity, provided that it is not specially regulated. In general, it may carry out all commercial, financial, movable and immovable operations that are directly related to the company object or whose nature is likely to facilitate or develop it.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited duration.

**Art. 4.** The Company will be incorporated under the name of "Bonté Plus".

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the manager or the board of managers.

### **B. Share capital - Shares**

**Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

### **C. Management**

**Art. 11.** The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

If there is only one manager, the Company will be bound in all circumstances by the sole signature of the manager.

In case of several managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any two managers or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

**Art. 12.** In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

**Art. 13.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, or by two managers.

**Art. 14.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

**Art. 15.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

#### **D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders**

**Art. 16.** Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 17.** Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 18.** If the Company has only one shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 19.** The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

**Art. 20.** Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 23.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

#### *Subscription and payment*

All of the one hundred twenty-five (125) shares are subscribed by Mister Balhari RAI aforementioned.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitory provisions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the last day of December 2015.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

#### *Resolutions*

Immediately after the incorporation of the Company, Mister RAI prenamed, representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at L-2763 Luxembourg, 38, rue Sainte Zithe.
2. The sole shareholder resolves to elect Mr Balhari RAI, manager, born on 25 August 1976 in Kakarvitta (Népal) residing at L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II, as sole manager of the Company for an indefinite period.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version prevails.

The document having been read to the appearing party, said person appearing signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juillet.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Balhari RAI, gérant, née le 25 août 1976 à Kakarvitta (Népal) résidant à L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet l'exploitation d'un internet-café, la fourniture de services téléphoniques et d'accès à internet.

La Société peut aussi vendre des boissons non alcoolisées et des produits de beauté, d'épicerie et des articles de cadeau.

En outre, la Société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société est constituée sous le nom de «Bonté Plus».

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

### **B. Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales, d'une valeur de cent euros (EUR 100.-).

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

### **C. Gérance**

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature unique du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

**Art. 12.** En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 13.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

**Art. 14.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 15.** Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés**

**Art. 16.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 17.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 18.** Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### **E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices**

**Art. 19.** L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 20.** Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 21.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 23.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

#### *Souscription et libération*

L'intégralité des cent vingt-cinq (125) parts sociales a été souscrite par Balhari RAI préqualifié.

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2015.

#### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000.-).

#### *Résolutions*

Et aussitôt Monsieur Balhari RAI préqualifié, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2763 Luxembourg, 38, rue Sainte Zithe.
2. L'associé unique décide de nommer Monsieur Balhari RAI, gérant, née le 25 août 1976 à Kakarvitta (Népal) résidant à L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II, en tant que gérant unique de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. RAI et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 29 juillet 2015. 1LAC / 2015 / 23883. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

*Le Receveur (signé): MOLLING Paul.*

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 10 août 2015.

Référence de publication: 2015137091/274.

(150149169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

---

#### **Askana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 121.577.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Signature

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015139921/12.

(150152880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

---

**Flexinvest International, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 170.417.

Les comptes annuels clôturés au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2015140150/12.

(150152457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Seaborgium Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 199.221.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of the month of July.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.188,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Seaborgium Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

**Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Seaborgium Investment S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

**Art. 2. Object.** The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and sidestream), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period.

**Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

**Art. 6. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

**Art. 7. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

**Art. 8. Liability of the Managers.** The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

**Art. 9. Shareholder voting rights.** Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

**Art. 10. Shareholder meetings.** Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

**Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2015.

**Art. 12. Financial Statements.** Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

**Art. 13. Distributions.** Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

**Art. 14. Dissolution.** In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

**Art. 15. Sole Shareholder.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

**Art. 16. Applicable law.** For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

#### *Transitory disposition*

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2015.

#### *Subscription and payment*

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 8NQ S.à r.l. ....	500	EUR 12,500
Total . . . . .	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

#### *Expenses, Valuation*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
  - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English

language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

**Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreißigsten Tag des Monats Juli,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

BRE/Europe 8NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.188,

hier vertreten durch Frau Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) Seaborgium Investment S.à r.l. wie folgt zu beurkunden.

**Art. 1. Gesellschaftsname.** Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Seaborgium Investment S.à r.l.“ (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

**Art. 2. Gesellschaftszweck.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream und sidestream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

**Art. 3. Geschäftsdauer.** Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

**Art. 4. Gesellschaftssitz.** Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

**Art. 6. Übertragung der Anteile.** Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

**Art. 7. Geschäftsführung.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen

einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

**Art. 8. Haftung der Geschäftsführung.** Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

**Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

**Art. 10. Gesellschafterversammlungen.** Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer

zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

**Art. 11. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

**Art. 12. Jahresabschluss.** Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

**Art. 13. Gewinnverwendung.** Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

**Art. 14. Auflösung.** Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

**Art. 15. Alleingesellschafter.** Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

**Art. 16. Anwendbares Recht.** Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 8NQ S.à r.l. ....	500	EUR 12.500
Summe .....	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

#### *Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters*

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 août 2015. Relation: 1LAC/2015/24622. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. August 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015137745/453.

(150149085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

**AviMall S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5445 Schengen, 50, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 197.429.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of July.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mrs. Iman HAMDAN, Manager, born on 10<sup>th</sup> October 1968 in Houmin Thata, LEBANON, with a permanent residence at Talet Al-Khayat, Rouba Building, Beirut, LEBANON.

here represented by Mr. Max MAYER, employee, having his professional address at Junglinster, 3 route de Luxembourg, by virtue of a power of attorney substituted to him. The said power signed "ne varietur" by the appearing party and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed.

The appearing acting as said before, acting in his capacity of Sole Shareholder of the public limited liability company ("société anonyme") AviMall SA (hereinafter "the Company") with registered office in L-5445 Schengen, 50, Waistroos, filed at the Companies and Trade Register of Luxembourg, section B, under the number 197.429, incorporated by deed executed before Maître Jean SECKLER, civil law notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg on June 1<sup>st</sup> 2015, in process of being published in the Mémorial C,.

The Sole Shareholder, acting as said before, requests the officiating notary to record the following resolutions taken in the present extraordinary general meeting:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to completely redraft and consolidate the Articles of Incorporation ("Statuts") of the Company which shall now read as follows:

**"Title I. - Denomination, Duration, Object, Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists a Public Limited Liability Company under the name of "AviMall SA" (the "Company") governed by the applicable provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law") and by these Articles ("Statuts").

**Art. 2. Duration.** The Company is incorporated for an unlimited duration. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below), adopted in the manner required to amend of these Articles, as prescribed in article 25 below.

**Art. 3. Object.** The purpose or corporate object of the Company is to connect airline companies and individuals to services and products in the field of aviation.

The Company shall provide online promotion in order for the airline companies to advertise their services and products and in order for their potential customers to contact those airline companies and access the services and products above mentioned.

The Company shall also provide operation and management systems to help airline companies and aircraft operators to organize their workflow and data.

In addition, the Company may provide financial assistance to any related company, such as but not limited to granting loans, lines of credit, interest on securities or guarantees in any form whatsoever and by whomsoever terms and provide them with advice or assistance in any form whatsoever.

The Company may also perform all operations relating directly or indirectly to the acquisition of participations in any form whatsoever, in any business, and the administration, management, control and development of these interests.

It may use its funds for the creation, management, development and liquidation of a portfolio of securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any business, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or option to purchase and any other way any securities and patents, realize them by sale, transfer, exchange, or otherwise, to these securities and patents, grant to companies in which it has an interest any assistance, loans, advances or guarantees.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and other financial instruments, which may be convertible.

In general, the Company may carry out any financial, commercial, industrial, securities or property and take all measures to safeguard its rights and make any transactions, which are related to its purpose or favor it.

#### **Art. 4. Registered Office.**

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Schengen, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 It may be transferred within the boundaries of Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors ("The Board") or the Company.

4.3 Branches, subsidiaries or other offices may be authorized by decision of the Board and can be created in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

4.4 If extraordinary political, economic or social events likely to interfere with the normal activities at the registered office or the easy communication between this office and persons abroad have occurred or are imminent, the registered office may be temporarily transferred abroad, without, however, such action having an effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Title II. - Share capital - Shares - Transfer of shares**

#### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The issued and subscribed share capital is set at THIRTY ONE THOUSAND EUROS (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) Ordinary Shares with a par value of one hundred euros (EUR 100,-) each;

All shares are subscribed and fully paid-up.

5.2 The Share Capital of the Company shall be represented by shares subject to and in compliance with the rules laid out in the Luxembourg law (including but not limited the Luxembourg Act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended) and to the provisions set forth in these Articles.

5.3 All together the holders of Shares indicated under Articles 5.1 and 5.2 hereinafter being the "Shareholders" and each being a "Shareholder".

5.4 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by decision of the General Meeting of Shareholders adopt as if to amend the Articles (Bylaws).

5.5 The Board is authorized, during a period ending five (5) years after the date of publications of these Articles in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, to increase once or several times the Issued and Subscribed Share Capital within the limits of the Authorized Share Capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under such terms and conditions, as the Board may determine. The Board may determine to what extent the payment of the newly subscribed shares or convertible bonds is acceptable either in cash or assets other than cash; furthermore, the Board, acting on behalf of the Company, may at its full discretion organize the procedures relating to closings, subscriptions and subscription payments. The Board may delegate, under its responsibility, to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Shares or convertible bonds, representing part or all of such increased amounts of capital.

5.6 Payments to be made on non-fully paid shares at subscription may be made at the time and conditions as the Board of Directors will determine in that case. Any amount called up shall be charged equally on all shares that are not fully paid.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 The Shares are in registered form ("Actions nominatives").

6.2 A Register of the Shareholders of the Company (the "Register") is kept at the registered office of the Company where it shall be available for inspection by any Shareholders. Such Register shall set forth the name of each Shareholder,

his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of Shares held by the Shareholder, the amounts paid in on each such Share, and the transfer of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the Shares shall be established by the entry in this register.

6.3 The Company recognizes only one owner per share; in case of joint or contested ownership, all persons claiming a right of ownership of the Share shall appoint a single representative to represent the Share in relation to the Company. The Company shall have the right to suspend the exercise of all related rights until a single person has been designated as owner in relation to the Company.

6.4 Certificates of these entries in the Register of Registered Shares will be issued only at the request and expense of the Shareholder. If issued, a share certificate shall be signed by the Board. The signature may be handwritten, printed or affixed by means of a stamp.

6.5 If share certificates are issued and if a Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, then, at the request of the Shareholder, a duplicate share certificate may be issued under such conditions to be determined by the Company. Upon issuance of the new share certificate, on which it will be specified that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become null and void.

6.6 The Company may, if it so chooses, charge the Shareholder for the cost of the duplicate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the original share certificate.

6.7 Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner whatsoever other than by exercising their rights as Shareholders in General Meetings and shall only be liable for the payment to the Company of the entire subscription amount of each Share to which they have subscribed and which has been issued, and for outstanding commitments and other responsibilities towards the Company. In particular, the Shareholders will not be liable for the debts, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

6.8 The Company may redeem its own shares within the limits set by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended ("the Companies Law").

#### **Art. 7. Transfer of Shares.**

7.1 Shares are freely transferable.

7.2 Without prejudice to what is stated in the Article 7.1 here above, the transfer of Shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the Register of the Shareholders of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the Transferee or by proxy holders holding the required powers of attorney to do so or in accordance with the provisions for the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

7.3 The Company may also accept, as evidence of transfer, other instruments of transfer, evidencing the consent of the transferor and the Transferee in a manner satisfactory to the Company.

### **Title III. - General meeting of the shareholders**

#### **Art. 8. Powers of the General Meetings.**

8.1 If all the Shares of the Company are held by one person, the Sole Shareholder exercises all the powers granted by law to the General Meeting of Shareholders and any reference in the Articles to the General Meeting must be considered, as needed as a reference to the Sole Shareholder.

8.2 The death or dissolution of the Sole Shareholder does not cause the dissolution of the Company.

8.3 In case of plurality of Shareholders, the General Meeting of Shareholders shall represent all the Shareholders of the Company. The decisions taken at such meeting shall commit all Shareholders. The General Meeting has the broadest powers to order, carry out or ratify all acts of the Company that are in conformity with the corporate object under the law and these Articles.

8.4 Unless otherwise provided in the law or these Articles, all decisions will be taken by the Sole Shareholder, or in case of plurality of Shareholders, by Shareholders representing half of the Share Capital.

#### **Art. 9. Notice convening the General Meeting of Shareholders.**

9.1 The notice periods and quorum provided for by the Companies Law shall govern the notice for, and the conduct of the General Meetings, unless otherwise provided in these Articles.

9.2 In case of plurality of Directors, the General Meeting of Shareholders is convened by the Board of Directors or by any person delegated to this effect by the Board of Directors.

9.3 The Shareholder(s) representing ten percent of the Share Capital may in accordance with the Law, request the Board to convene the General Meeting of Shareholders.

9.4 In accordance with the provisions of Article 70 of the Companies Law, as amended, Shareholders will be convened by means of notices published twice eight days apart and at least eight days before the Meeting in the Memorial and in a Luxembourg newspaper.

9.5 Whenever the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may be held without prior notice or publication.

**Art. 10. Place and date of the Annual General Meeting of Shareholders.**

10.1 The Annual General Meeting will be held in accordance with the Companies Law at the registered office of the Company or any other place specified in the notice of meeting on the third Monday of January of each year at 16.00 pm.

10.2 If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

10.3 The Annual General Meeting may be held abroad if the Board finds at its sole discretion, that exceptional circumstances so require. For the same reasons and to the extent permitted by law and as decided by the Board, the Annual General Meeting of Shareholders of the Company may be held at a date, time and place other than those set forth above.

**Art. 11. The conduct of the General Meeting of Shareholders.**

11.1 In case of plurality of Shareholders, a board (“Bureau”) of the General Assembly shall be formed at any General Meeting of Shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the General Meeting of Shareholders. The members of the Bureau are not required to be Shareholders, nor members of the Board of Directors.

11.2 The Bureau shall especially ensure that the General Meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules on notices, majority requirements, tallying of votes and representation of Shareholders.

11.3 Matters addressed at a General Meeting of Shareholders shall be limited to the items listed in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to these items.

11.4 Each Share entitles to one vote at any General Meeting, subject to the provisions of the Companies Law.

11.5 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy, regardless of whether the proxy holder is a Shareholder or not. The appointment shall be in writing whether by an original, by telefax, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, valid under Luxembourg law, is affixed. The proxy holder shall be allowed to vote by proxy.

11.6 Such a mandate is deemed valid, provided it has not been revoked, for any new convening of a Meeting of Shareholders.

11.7 Shareholders or their representatives by proxy are allowed to participate in a General Meeting of Shareholders by videoconference or by any means of telecommunications allowing for their identification (such as Skype and similar systems) and are considered present for the purpose of the quorum and majority rules. Such means shall comply with technical features guaranteeing effective participation allowing all persons participating in the meeting to hear each other continuously and permitting an effective participation of these people in the meeting. Participation in the meeting by such means is equivalent to attending the meeting in person.

11.8 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting of Shareholders shall be adopted by a simple majority of those present or represented and voting.

11.9 Each shareholder may vote at a General Meeting of Shareholders by way of signed voting bulletin sent by mail; facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company’s registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting bulletins provided by the Company which contain at least the place, date and time of the Meeting, the agenda of the Meeting, the proposed resolutions submitted to the vote as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favor of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box with a cross. The Company will only take into account voting bulletins received prior to the General Meeting of Shareholders to which they relate to.

11.10 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any General Meeting of Shareholders.

**Art. 12. Minutes of the General Meetings of Shareholders.**

12.1 The Bureau of any General Meeting of Shareholders shall write the minutes of the Meeting which shall be signed by the members of the Bureau as well as by any Shareholder who requests to do so.

12.2 In case of a Sole Shareholder, the Shareholder shall draft and sign minutes of his/her/its resolutions.

12.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified to be an exact copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the Meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the Board of Directors, or by the Sole Administrator in case of Sole Shareholder.

**Art. 13. Extraordinary General Meeting.**

13.1 An Extraordinary General Meeting of Shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve issues for which the law refers to in the conditions required for the amendment of the Articles, shall

not validly deliberate unless two-thirds of the Share Capital is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments and, where appropriate, the wording of those concerning the corporate object and purpose of the Company.

13.2 If the quorum requirement is not fulfilled, a second Meeting may be convened in accordance with the Law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding Meeting.

13.3 The second Meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

13.4 In both Meetings, resolutions, in order to be valid, must be adopted by a two-thirds majority of those present or represented. The votes cast shall not include those attached to the Shares for which Shareholders have not participated in the vote in question, or refrained from voting or gave a blank or invalid vote.

#### **Art. 14. Change of nationality and increased commitments of the Shareholders.**

14.1 The nationality of the Company and the increase in commitments of Shareholders may be changed only with the unanimous consent of the Shareholders, subject to the provisions of the law.

### **Title IV. - Directors and board of directors - Business auditors**

#### **Art. 15. Director(s).**

15.1 The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members, shareholders or not. In the event that the Company Shares are held by a single shareholder, the Board of Directors may be composed of only one person as the Sole Director.

15.2 The Director(s) is/are appointed, in case of plurality of Shareholders, by the General Meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years and will remain in office until his/their successor(s) has/have been elected. He/they may be reelected and may be revoked at any time by the General Meeting of Shareholders with or without cause.

15.3 In case of vacancy of one or more places of Directors following the death, resignation or otherwise, the remaining Directors elected by the General Meeting of Shareholders shall meet and elect a Director to fill such vacancy until the next General Meeting in accordance with the provisions of the Companies Law. In this case, the Shareholders shall ratify the election at their next General Meeting.

15.4 When a legal entity is appointed as a Director of the Company (hereinafter the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative ("Permanent Representative") who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Companies Law.

15.5 In order to notify of third parties of changes within the Company, the appointment of a new Director shall be subject to the publication formalities as prescribed by the Law.

#### **Art. 16. Meetings of the Board of Directors.**

16.1 In case of plurality of Directors, the Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") among its members and may choose among its members one or more vice-president(s). It may also appoint a secretary who need not be a Director, who may be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors or to perform administrative and other tasks as decided from time to time by the Board of Directors.

16.2 The Board of Directors shall be convened by its Chairman or at least two Directors at the place indicated in the notice of meeting. The person or persons calling the meeting shall determine the agenda. Written notice by telegram, fax or email containing the agenda will be given to all Directors at least eight days before the scheduled time for the meeting, unless there is an emergency, in which case the notice of meeting, sent 24 hours before the meeting shall state the nature of the emergency. Such notice may be waived if consent is given, prior or after the meeting by letter, telegram, fax or e-mail of each Director. A special notice is not required for meetings of the Board of Directors held at times and places determined in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

16.3 The President shall preside all General Meetings of Shareholders and all meetings of the Board of Directors, but in his absence, the General Meeting of Shareholders or the Board of Directors shall temporarily appoint at the majority of the Shareholders or Directors present respectively another Director to chair the General Meeting of Shareholders or the Board meeting.

16.4 Any Director may be represented at meetings of the Board by appointing in writing or by telegram, fax or e-mail another Director as his proxy. A Director may not represent more than one of his colleagues.

16.5 The use of video conference equipment and telephone conference allowing for identification of each participant Administrator is authorized. Such means of communication equipment, such as Skype and similar systems, shall meet technical standards guaranteeing the effective participation to the Board meeting and allowing all persons participating in the meeting to hear each other continuously.

16.6 Participation in a meeting by these communications means is equivalent to participation in the meeting in person. A meeting held by such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participant Administrator is authorized to take part in the vote by telephone or videoconference.

16.7 The Board of Directors may deliberate and act only if the majority of Directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not reached half an hour after the scheduled time for the meeting, the Directors present may adjourn the meeting to another place and at a later date. Notices of the adjourned meeting shall be given to the members of the Board by the Secretary, if any, or otherwise by any Director.

16.8 Decisions are taken by a majority vote of the Directors present or represented at each meeting. If, at a meeting of the Board of Directors, there is a tie of votes for or against a resolution, the Chairman of the Board of Directors shall have no casting vote. In case of a tie, the resolution will be considered rejected.

16.9 Notwithstanding the foregoing, a written decision signed by all the Directors is proper and valid as if it had been passed at a meeting of the Board duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

16.10 The date of such resolution shall be the date of the last signature.

#### **Art. 17. Minutes of Meetings of the Board of Directors.**

17.1 The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman of the meeting and another Director.

17.2 The proxies will be attached to the minutes.

#### **Art. 18. Powers of the Director(s).**

18.1 The Sole Director, or in case of plurality of Directors, the Board of Directors, is vested with the broadest powers to perform all administrative acts and acts of disposition in the interest of the Company. The Board have all powers not expressly reserved by law or by the Articles to the General Meeting of Shareholders.

18.2 The Board shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes or corporate objects of the Company and to perform all acts and enter into and execute all contracts and other commitments that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the Board has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

18.3 All powers not expressly reserved by the Companies Law or the Articles to the Sole Shareholder, or in case of plurality of Shareholders to the General Meeting of Shareholders, are the responsibility of the Sole Director or in case of plurality of Directors, the Board of Directors.

#### **Art. 19. Delegation of powers.**

19.1 The daily management of the Company and the representation of the Company regarding this management may, in accordance with Article 60 of the Companies Law, be delegated to one or more Directors, directors, managers or other agents, Shareholders or not, acting alone or jointly in the name and on behalf of the Company. Their nomination, revocation and powers shall take place by a decision of the Sole Director, or in case of plurality of Directors, the Board of Directors.

19.2 The Board is also authorized to appoint an agent, Director or not, to take on specific functions at every level of the Company.

19.3 The Company may also grant special powers by authentic or private instrument.

#### **Art. 20. Binding signatures.**

20.1 The Company shall be bound towards third parties by the signature of the Sole Director, or in case of plurality of Directors, by the joint signatures of two Directors or by the other(s) signature(s) of any other person(s) to which/whom same authority has been delegated by the Sole Director, or in case of plurality of Directors, by the Board of Directors.

#### **Art. 21. Compensation.**

21.1 The Company shall compensate the Directors and any official, agent or employee of the Board and their successors or assigns, or any other person, firm or company to which the Board has entrusted tasks in relation to the activities of the Company, for all reasonable expenses incurred in connection with any action, suit or proceeding in which they are involved because of their present or past position as Director, officer, agent or employee of the Board of Directors or, at the request of the Board, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and for which they have no right to be compensated, except matters where they will be, at the conclusion of such action, suit or proceeding, held responsible because of gross negligence or willful misconduct.

#### **Art. 22. Conflict of Interests.**

22.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that one or more Directors or officers/Shareholder or employee of the Company have a personal interest or is/are shareholder(s), Director(s), partner(s), officer(s) or employee(s) in this other company or entity with which the Company enters into a contract or otherwise engages in business. Except in cases of conflict of interest, a Director or officer of the Company shall not, solely because of its position in the other company or entity, be prevented from considering, voting or acting in regard to any contract or other business.

22.2 In the case of a conflict of interest of a Director, the latter must inform the Board of Directors of any conflict of interest on any subject on the agenda before the meeting starts and will not be able to vote on this point but will be counted in the quorum. The conflict of interest will be recorded in the minutes of the meeting.

22.3 At the next General Assembly, before any other resolution to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

## **Title V. - Financial year - Accounting year - Allocation of profit**

**Art. 23. Financial Year.** The financial year of the Company shall begin on January 1<sup>st</sup> of each year and shall terminate on December 31<sup>st</sup> the same year.

### **Art. 24. Allocation of profit.**

24.1 Each year, on December 31<sup>st</sup>, the accounts are closed and the Board prepares the balance sheet and income statement and make an inventory indicating the value of assets and liabilities of the Company, and an appendix summarizing the commitments of the Company. Any Shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

24.2 Shareholders shall approve the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and the common practice, the standards within the Institute of Chartered Accountants and the Institute of Business Auditors.

24.3 The annual net profit of the Company is deducted 5% (five percent) for the formation of the statutory reserve as required by law. This allocation shall no longer be required when the legal reserve reaches 10% (ten percent) of the issued and subscribed capital of the Company, as fixed or as increased or reduced.

24.4 The General Meeting of Shareholders determines how the remainder of the annual net profit will be affected and may, in its sole discretion, decide to pay dividends from time to time in the manner it considers most appropriate to the business purpose/corporate objects and Company policy.

24.5 Dividends may be paid in shares or cash in euros or any other currency selected by the Board and may be paid at such place and time determined by the Board within the limits of any decision taken by the General Meeting of Shareholders (if applicable).

## **Title VI. - Dissolution and liquidation of the company**

### **Art. 25. Dissolution and liquidation.**

25.1 The Company may be dissolved at any time by decision of the General Meeting of Shareholders, voting with the quorum and majority required for the amendment of the Articles of Association, unless otherwise provided by law.

25.2 During the early dissolution and liquidation of the Company or at the expiry of the term, if applicable, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the General Meeting of Shareholders which will determine their powers and remuneration.

25.3 If no liquidators are appointed by the Sole Shareholder or the General Meeting of Shareholders, the Directors will be considered as liquidators vis-à-vis third parties.

## **Title VII. - Applicable law and amendments**

### **Art. 26. Applicable Law.**

26.1 All matters not set forth in these Articles shall be determined in accordance with the Companies Law.

### **Art. 27. Amendments.**

27.1 These Articles may be amended, at any time, by an Extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Law.

Noting else being on the Agenda the Meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, and the present original deed

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le trente-et-un juillet.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Madame Iman HAMDAN, gérante de société, née le 10 octobre 1968 à Houmin Thata, LIBAN, domiciliée à Talet Al-Khayat, Rouba Building, Beyrouth LIBAN,

ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3 route de Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui substituée signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant qui restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, agissant en sa qualité d'associé unique de la société anonyme Avi-Mall S.A., (ci-après «la Société») avec siège social à L-2449 Luxembourg, 17, Boulevard Royal, inscrite auprès du Registre

de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 197.429, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 1<sup>er</sup> juin 2015, en voie de publication au Mémorial C.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, agissant en sa qualité d'Associé unique de la Société, a requis le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes prises en assemblée générale extraordinaire:

#### *Première résolution*

L'Actionnaire Unique décide la refonte complète des Statuts de la Société lesquels auront désormais la teneur suivante:

### **«Titre I<sup>er</sup> . - Nom, Durée, Objet, Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup> . Nom.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "AviMall SA" (la «Société») qui sera régie par les dispositions applicables de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée (la «Loi sur les Sociétés») ainsi que par les présents Statuts («les Statuts»).

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 25 ci-après.

**Art. 3. Objet Social.** La Société a pour objet social de relier des compagnies aériennes et des particuliers à des services et produits dans le domaine de l'aviation.

La Société proposera des services de promotion sur internet, permettant, d'une part, aux compagnies aériennes de promouvoir leurs services et produits, et d'autre part, aux potentiels clients de ces compagnies aériennes d'accéder à ces services et produits.

La Société offrira également des systèmes d'exploitation et de gestion afin de permettre aux compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs d'organiser leurs données et «workflow».

En outre, la Société pourra fournir une assistance financière à n'importe quelle société liée, en particulier accorder des prêts, des ouvertures de crédit, des intérêts sur titres ou des garanties sous quelle que forme que ce soit et quels qu'en soient les termes et leur fournir du conseil ou une assistance sous quelle que forme que ce soit.

La Société peut également réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations et tous autres instruments financiers, qui pourront être convertibles.

En général, la Société pourra également réaliser toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

#### **Art. 4. Siège Social.**

4.1 Le siège social est établi à Schengen, Grand-Duché du Luxembourg.

4.2 Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration de la Société.

4.3 Il peut être créé par décision du Conseil, des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

4.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

### **Titre II. - Capital - Actions - Rachat**

#### **Art. 5. Capital Social.**

5.1 Le capital émis et souscrit est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) Actions Ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune;

Toutes les actions ont été souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital de la Société est représenté par des actions soumises et conformes aux règles fixées par les lois luxembourgeoises (en ce inclus, mais sans aucune restriction, la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée) et les dispositions établies dans les présents Statuts.

5.3 Ensemble, tous les détenteurs d'Actions, telle que mentionnées aux articles 5.1 et 5.2 des présents Statuts, sont définis ci-après collectivement comme les «Actionnaires» et individuellement comme l'«Actionnaire» ensemble avec les détenteurs d'Actions Ordinaires.

5.4 Le capital souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

5.5 Le Conseil d'Administration est autorisé, dans les cinq (5) ans à dater de la publication des présents Statuts au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter une ou plusieurs fois le capital social souscrit et émis dans les limites du capital social autorisé. Cette augmentation de capital peut être souscrite et émise selon les modalités et conditions déterminées par le Conseil d'Administration. Le Conseil peut décider d'accepter le paiement des actions ou obligations convertibles en actions nouvellement souscrites en nature ou sous toute autre forme; en outre, le Conseil, agissant pour la Société, peut organiser entièrement les procédures ayant trait à la conclusion, souscription et aux prix d'émission des nouvelles actions. Le Conseil peut déléguer, sous sa responsabilité, à tout Administrateur ou représentant de la Société ou toute personne dûment autorisée, les pouvoirs pour accepter la conclusion et recevoir le paiement des actions ou obligations convertibles, représentant une partie ou la totalité de telle(s) augmentation(s) de capital.

5.6 Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera dans ce cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

#### **Art. 6. Actions.**

6.1 Les actions de la Société sont nominatives.

6.2 Il est tenu au siège social de la Société un Registre des Actionnaires de la Société (le «Registre») où il pourra être consulté par tout Actionnaire. Ce Registre contiendra le nom de tout Actionnaire, sa résidence ou son élection de domicile telle qu'indiquée à la Société, la Catégorie d'Actions, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces Actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des Actions sera établie par inscription dans ledit Registre.

6.3 La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action; si la propriété de l'Action est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit de propriété sur l'Action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'Action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant propriétaire à l'égard de la Société.

6.4 Des certificats constatant les inscriptions au Registre des Actions nominatives seront émis uniquement à la demande et aux frais de l'Actionnaire. S'il est émis, un certificat d'action devra être signé par le Conseil. La signature peut être manuscrite, imprimée ou apposée au moyen d'une griffe.

6.5 Si des certificats d'actions sont émis et si un Actionnaire peut prouver à la satisfaction de la Société que son certificat d'action a été égaré, endommagé ou détruit, alors, à la demande de l'Actionnaire, un duplicata du certificat d'action pourra être émis aux conditions et garanties à déterminer par la Société. Lors de l'émission du nouveau certificat d'action, sur lequel il sera spécifié que c'est un duplicata, l'original du certificat d'action en lieu duquel le nouveau aura été émis deviendra nul.

6.6 La Société peut, à son choix, mettre à la charge de l'Actionnaire le coût du duplicata et tous frais raisonnables encourus par la Société en relation avec l'émission et l'enregistrement de ce dernier, ou en relation avec l'annulation du certificat d'action original.

6.7 Les Actionnaires devront s'abstenir d'agir pour compte de la Société de quelque manière que ce soit en qualité de leur capacité autrement qu'en exerçant leurs droits d'Actionnaires dans les Assemblées Générales et ne seront responsables que du paiement à la Société de l'entièreté du montant de souscription de chaque action à laquelle ils auront souscrit et qui aura été émise, et pour les engagements en cours et autres responsabilités envers la Société. En particulier, les actionnaires ne seront pas tenus des dettes, passifs et obligations de la Société au-delà des montants de tels paiements.

6.8 La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi sur les sociétés.

#### **Art. 7. Transfert des Actions.**

7.1 Les Actions sont librement transférables.

7.2 Sans préjudice de l'article 7.1 ci-dessus, le transfert des Actions peut se faire par une déclaration écrite de Transfert inscrite au Registre des Actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le Cédant et le Cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet et, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

7.3 La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'Actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du Cédant et du Cessionnaire sont établis et jugés suffisants par la Société.

### **Titre III. - Assemblée générale des actionnaires**

#### **Art. 8. Pouvoirs des Assemblées Générales.**

8.1. En cas de réunion de toutes les actions de la Société en une seule main, L'Actionnaire Unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires et toute référence dans les statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée le cas échéant comme une référence à l'Actionnaire Unique.

8.2. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire Unique n'entraîne pas la dissolution de la Société.

8.3. En cas de pluralité d'Actionnaires, l'Assemblée Générale des Actionnaires régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Les décisions prises à une telle Assemblée engageront tous les Actionnaires. L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes de la Société conformes à l'objet social en vertu de la Loi et des présents Statuts.

8.4. Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts, toutes les décisions seront prises par l'Actionnaire Unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, par les Actionnaires représentant la moitié du Capital Social.

#### **Art. 9. Convocation à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**

9.1 Les délais de convocation et quorum requis par la Loi sur les Sociétés seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents Statuts.

9.2 En cas de pluralité d'Administrateurs, l'Assemblée Générale des Actionnaires est convoquée par le Conseil d'Administration ou par toute personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration.

9.3 L'/les Actionnaire(s) représentant dix pour cent du Capital Social souscrit peut/peuvent conformément aux dispositions de Loi, requérir le Conseil d'Administration de convoquer l'Assemblée Générale des Actionnaires.

9.4 Conformément aux dispositions de l'Article 70 de la Loi du 10 août 1915 telle que modifiée, les Actionnaires seront convoqués par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins huit jours avant l'Assemblée, dans le Memorial et dans un journal du Luxembourg.

9.5 Chaque fois que l'Actionnaire Unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, tous les Actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'Assemblée Générale peut avoir lieu sans convocation ou publication préalable.

#### **Art. 10. Lieu et date de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires.**

10.1 L'Assemblée Générale Annuelle se réunit, conformément à la Loi sur les Sociétés, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le troisième lundi du mois de janvier de chaque année à 16h00.

10.2 Si ce jour est un jour férié à Luxembourg, l'Assemblée Générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant cette date.

10.3 L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent. Pour les mêmes raisons et dans la mesure permise par la loi et ainsi que décidé par le Conseil, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société pourra se tenir aux dates, heures et lieux autres que ceux spécifiés ci-avant.

#### **Art. 11. La conduite de l'Assemblée Générale des Actionnaires.**

11.1 En cas de pluralité d'actionnaires, un Bureau de l'Assemblée doit être constitué à toute Assemblée Générale des Actionnaires, composée d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des actionnaires, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membre du Conseil d'Administration.

11.2 Le Bureau de l'Assemblée s'assure spécialement que l'Assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

11.3 Les affaires traitées lors d'une Assemblée des Actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la Loi) et aux affaires connexes à ces points.

11.4 Chaque Action donne droit à une voix lors de toute Assemblée Générale sous réserve des dispositions de la Loi sur les Sociétés.

11.5 Un Actionnaire pourra prendre part aux Assemblées Générales des Actionnaires en désignant une autre personne comme mandataire, Actionnaire ou non, et ce, par le biais d'un écrit, soit en original, soit par télécopie, télégramme, télex ou courriel, muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la Loi. Le mandataire sera autorisé à voter par procuration.

11.6 Un tel mandat sera réputé valable, à condition qu'il n'ait pas été révoqué, pour toute nouvelle convocation à une Assemblée des Actionnaires.

11.7 Les Actionnaires ou leurs mandataires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale des Actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification (tels que les systèmes Skype et assimilés) et sont considérés comme présents, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les uns les autres de façon continue et permettant une participation effective de ces personnes à la réunion. La participation à la réunion par ces moyens est équivalente à la participation à cette réunion en personne.

11.8 Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des voix des Actionnaires présents ou représentés et votant.

11.9 Chaque Actionnaire peut voter à une Assemblée Générale des Actionnaires à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront

été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'Assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires à laquelle ils se réfèrent.

11.10 Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les Actionnaires pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des Actionnaires.

#### **Art. 12. Procès-verbaux des Assemblées Générales des Actionnaires.**

12.1 Le Bureau de toute Assemblée Générale des Actionnaires rédige le procès-verbal de l'Assemblée qui doit être signé par les membres du Bureau de l'Assemblée ainsi que par tout Actionnaire qui en fait la demande.

12.2 En cas d'Actionnaire Unique, l'Actionnaire rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

12.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique dans le cas où l'Assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique en cas d'Actionnaire Unique.

#### **Art. 13. Assemblée Générale Extraordinaire.**

13.1 Une Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts y compris l'objet social de la Société, ou pour résoudre des questions auxquelles la Loi sur les Sociétés fait référence dans ses conditions requises pour la modification des statuts, ne pourra valablement délibérer que si les deux tiers du capital sont présents ou représentés et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et le cas échéant, la formulation de celles concernant l'objet de la société.

13.2 Si l'exigence du quorum n'est pas remplie, une seconde Assemblée peut être convoquée, conformément à la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date, le résultat de la précédente Assemblée.

13.3 La seconde Assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté.

13.4 Dans les deux Assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité des deux tiers des Actionnaires présents ou représentés. Les votes exprimés n'incluent pas ceux attachés aux Actions pour lesquels les Actionnaires n'ont pas participé au vote en question ou se sont abstenus de voter ou ont donné un vote blanc ou invalide.

#### **Art. 14. Changement de nationalité et augmentation des engagements des Actionnaires.**

14.1 La nationalité de la Société ne peut être changée de même que l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peut être décidée qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

### **Titre IV. - Administrateurs et conseil d'administration - Réviseurs d'entreprises**

#### **Art. 15. Administrateurs(s).**

15.1 La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, Actionnaires ou non. Pour le cas où les Actions de la société sont toutes détenues par un seul Actionnaire, le Conseil d'Administration peut être composé d'une seule personne qui a qualité d'Administrateur Unique.

15.2 Le(s) Administrateur(s) est/sont nommé(s), en cas de pluralité d'Actionnaires, par l'Assemblée Générale des Actionnaires pour une période ne pouvant dépasser six (6) ans et il(s) restera/ resteront en fonction jusqu'à ce que son/leurs successeur(s) ait (aient) été élu(s). Il/ils est/sont rééligibles et il/ils peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment par l'Assemblée Générale des Actionnaires avec ou sans motif.

15.3 En cas de vacance d'une ou plusieurs places d'Administrateurs à la suite de décès, de démission ou autrement, les Administrateurs restants élus par l'Assemblée Générale des Actionnaires pourront se réunir et élire un Administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés. Dans ce cas, les Actionnaires ratifieront la nomination à leur prochaine Assemblée Générale.

15.4 Lorsqu'une personne morale est nommée Administrateur de la Société (ci-après la «Personne morale»), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent («le Représentant permanent») qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil, conformément à l'article 51 Bis de la Loi sur les Sociétés.

15.5 Dans le but de porter à la connaissance des tiers les changements intervenus au sein de la Société, la nomination d'un nouvel Administrateur doit faire l'objet des formalités de publicité telles que prescrites par la Loi.

#### **Art. 16. Réunions du Conseil d'Administration.**

16.1 En cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration doit choisir parmi ses membres un président (le «Président») et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-président(s). Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Administrateur et qui peut être chargé de dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, de temps en temps, par le Conseil d'Administration.

16.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président ou d'au moins deux Administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. La ou les personnes convoquant l'assemblée déterminent l'ordre du jour. Un avis par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail contenant l'ordre du jour sera donné à tous les Administrateurs au moins huit jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation, envoyé 24 heures avant la réunion, devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail de chaque Administrateur. Une convocation spéciale n'est pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

16.3 Le Président du Conseil présidera toutes les Assemblées Générales des Actionnaires et toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, l'Assemblée Générale des Actionnaires ou le Conseil d'Administration désignera temporairement à la majorité des Actionnaires respectivement des Administrateurs présents un autre Administrateur pour présider l'Assemblée Générale des Actionnaires ou la réunion du Conseil.

16.4 Tout Administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie ou e-mail un autre Administrateur comme son mandataire. Un Administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

16.5 L'utilisation d'équipement de vidéo conférence et au moyen de conférence téléphonique permettant l'identification de chaque Administrateur participant est autorisée. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du Conseil permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les uns les autres de façon continue et permettant une participation effective de ces personnes à la réunion, tel que les systèmes Skype et assimilés.

16.6 La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à la participation à cette réunion en personne. Une réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social de la Société. Chaque Administrateur participant est habilité à prendre part au vote par téléphone ou par visioconférence.

16.7 Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les Administrateurs présents peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout Administrateur.

16.8 Les décisions sont prises à la majorité des votes des Administrateurs présents ou représentés à chaque réunion. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président du Conseil d'Administration n'aura pas de voix prépondérante. En cas d'égalité, la résolution sera considérée comme rejetée.

16.9 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision écrite signée par l'ensemble des Administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

16.10 La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

#### **Art. 17. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.**

17.1 Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration seront signés par le Président de la réunion et par un autre Administrateur.

17.2 Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

#### **Art. 18. Pouvoirs du/des Administrateur(s).**

18.1 L'Administrateur Unique, ou en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration, est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société, non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale des Actionnaires.

18.2 Le Conseil aura le pouvoir pour compte et au nom de la Société d'accomplir tous éléments de l'objet social, d'effectuer tous actes, d'entrer en relation contractuelle et d'exécuter tous contrats et autres engagements qu'il estimera nécessaires, opportuns, utiles ou accessoires à cet effet. A moins que cela ne soit autrement expressément stipulé, le Conseil d'administration a et aura pleins pouvoirs à sa discrétion pour exercer, pour compte et au nom de la Société, tous droits et pouvoirs nécessaires ou opportuns pour l'accomplissement de l'objet social.

18.3 Tous pouvoirs que la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts ne réservent pas expressément à l'Actionnaire Unique, ou en cas de pluralité d'Actionnaires, à l'Assemblée Générale des Actionnaires, sont de la compétence de l'Administrateur unique, ou en cas de pluralité d'Administrateurs, du Conseil d'Administration.

#### **Art. 19. Délégation de pouvoirs.**

19.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi sur les Sociétés, être déléguées à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, Actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement au nom et pour le compte de la Société. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision de l'Administrateur Unique, ou en cas de pluralité d'Administrateurs, du Conseil d'Administration.

19.2 Le Conseil est également autorisé à nommer un mandataire, Administrateur ou non, pour assumer des fonctions spécifiques à chaque niveau de la Société.

19.3 La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

#### **Art. 20. Pouvoir de Signature.**

20.1 La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Administrateur Unique, ou en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute (s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par l'Administrateur Unique, ou en cas de pluralité d'Administrateurs, par le Conseil d'Administration.

#### **Art. 21. Indemnisation.**

21.1 La Société indemnise les Administrateurs et tout responsable, agent ou employé du Conseil d'Administration et leurs successeurs ou ayant-droits, ou toute autre personne, firme ou société auxquelles le Conseil d'Administration a confié des tâches en rapport avec les activités de la Société, contre toutes dépenses qu'elles auront raisonnablement encourues en relation avec toute action, procès ou poursuites, dans lesquels elles auront été impliquées en raison de leur état présent ou passé d'administrateur, responsable, agent ou employé du Conseil d'Administration ou, à la demande du Conseil d'Administration, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancier et pour laquelle elles n'ont pas le droit d'être tenues indemnisées, à l'exception des questions pour lesquelles elles seront, au terme de tels actions, procès ou poursuites, considérées comme responsables de négligence grave ou d'inconduite volontaire.

#### **Art. 22. Conflit d'Intérêts.**

22.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondateurs de pouvoir/Actionnaire ou employé de la Société auraient un intérêt personnel ou serai(en)t Actionnaire(s), Administrateur(s), associé(s), fondé(s) de pouvoir ou employé(s) dans cette autre société ou entité avec laquelle la Société entrera en relation contractuelle ou sera d'une autre manière en relation d'affaires. Sauf en cas de conflit d'intérêts, un Administrateur ou fondé de pouvoir de la Société ne pourra, uniquement en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec quelque contrat ou autre affaire.

22.2 Dans le cas d'un conflit d'intérêts d'un Administrateur, celui-ci ou celle-ci doit informer le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêts sur tout objet de l'ordre du jour avant que la réunion ne débute et ne pourra pas prendre part au vote sur ce point mais sera compté dans le quorum. Le conflit d'intérêt sera enregistré dans le procès-verbal de la réunion.

22.3 À l'Assemblée Générale suivante, avant toute autre résolution à voter, un rapport spécial devra être établi sur toutes transactions dans lesquelles un des Administrateurs peut avoir un intérêt personnel opposé à celui de la Société.

### **Titre V. - Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices**

**Art. 23. Exercice Social.** L'exercice social de la Société commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente-et-un décembre de la même année.

#### **Art. 24. Comptes annuels et Affectation des bénéfices.**

24.1 Chaque année, au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le Conseil prépare le bilan et le compte de résultats et dresse un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, ainsi qu'une annexe résumant les engagements de la Société. Tout Actionnaire peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

24.2 Les Actionnaires approuveront les comptes de la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et à la pratique courante, et les normes en vigueur au sein de l'Institut des Experts Comptables et de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

24.3 Sur le bénéfice annuel net de la Société, il est prélevé 5% (cinq pour cent) pour la formation de la réserve statutaire, tel qu'exigé par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital émis et souscrit de la Société, tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit.

24.4 L'Assemblée Générale des Actionnaires détermine comment le reste du bénéfice net annuel sera affecté et elle peut, à sa seule discrétion, décider de payer des dividendes de temps à autre, de la façon qu'elle estime la plus appropriée à l'objet social et à la politique de la Société.

24.5 Les dividendes pourront être payés sous forme d'actions ou en espèce en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et pourront être payés aux lieux et temps déterminés par le Conseil dans les limites de toute décision prise par l'Assemblée Générale des Actionnaires (le cas échéant).

### **Titre VI. - Dissolution et Liquidation de la Société**

#### **Art. 25. Dissolution et liquidation.**

25.1 La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

25.2 Lors de la dissolution et liquidation par anticipation de la Société ou à l'échéance du terme, si applicable, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

25.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'Actionnaire Unique ou par l'Assemblée Générale des Actionnaires, le(s) Administrateur(s) sera/seront considéré(s) comme liquidateur(s) à l'égard des tiers.

### **Titre VII. - Droit applicable et Modifications des Statuts**

#### **Art. 26. Droit Applicable.**

26.1 Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

#### **Art. 27. Modifications des Statuts.**

27.1 Les présents Statuts pourront être modifiés à tout moment par une Assemblée Générale Extraordinaire, dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 04 août 2015. Relation GAC/2015/6767. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015137924/724.

(150150509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2015.

#### **Silver Limousine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 125.685.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015137753/9.

(150148706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

#### **UPX International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 170.100.

In the year two thousand and fifteen, on the third day of August,

Before Maître Danielle KOLBACH, notary public residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "UPX International S.à r.l." (here after "the Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-3364 Leudelange, Rue de la Poudrerie 1, incorporated by deed enacted on July 5, 2012, inscribed in the Trade Register of Luxembourg under the number R.C.S. B 170 100 and which bylaws have been amended for the last time pursuant to a deed dated on November 3, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated December 4, 2014, Nr 3718.

The meeting is opened at 01:00 o'clock pm, with Mrs Véronique PETIT, private employee, having her professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Vanessa CLAUSSE, private employee, having her professional address at L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with these minutes. The shareholders present or represented hereby declare that they are waiving any convening formalities.

II. That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following and the shareholders recognise that they have had notice of the agenda prior to the meeting:

*Agenda*

1. Decrease of the Company's share capital by an amount of 56,620 EUR (fifty six thousand six hundred twenty euros) in order to lower it from its current amount of 538,580 EUR (five hundred thirty eight thousand five hundred eighty euros) down to 481,960 EUR (four hundred eighty one thousand nine hundred sixty euros) by cancellation of a total of 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) Class D Preferred Shares of a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, in accordance with article 8.2 of the Articles of Association;

2. Amendment of article 8. of the Articles of Association.

3. Miscellaneous.

After deliberation, the Meeting unanimously resolved to adopt the following resolutions:

*First resolution:*

The meeting decides to decrease the Company's share capital, in accordance with article 8.2 of the Articles of Association, by an amount of 56,620 EUR (fifty six thousand six hundred twenty euros) in order to lower it from its current amount of 538,580 EUR (five hundred thirty eight thousand five hundred eighty euros) down to 481,960 EUR (four hundred eighty one thousand nine hundred sixty euros) by cancellation of a total of 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) Class D Preferred Shares of a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, held as follows:

1. Industri Kapital 2007 Limited Partnership I: 13,531 (thirteen thousand five hundred thirty-one) Class D Preferred Shares having a par value of 1.- EUR (one euro) each;

2. Industri Kapital 2007 Limited Partnership II: 12,765 (twelve thousand seven hundred sixty-five) Class D Preferred Shares having a par value of 1.- EUR (one euro) each;

3. Industri Kapital 2007 Limited Partnership III: 14,222 (fourteen thousand two hundred twenty-two) Class D Preferred Shares having a par value of 1.- EUR (one euro) each;

4. Industri Kapital 2007 Limited Partnership IV: 15,933 (fifteen thousand nine hundred thirty-three) redeemable Class D Preferred Shares having a par value of 1.- EUR (one euro) each;

5. Alpha IAB Co-Investment AB: 169 (one hundred sixty-nine) Class D Preferred Shares having a par value of 1.- EUR (one euro) each.

In accordance with the calculation method set out in article 8.2 of the Articles of Association, the Available Amount for the cancellation of the Class D Preferred Shares amounts to EUR 100,875,609.73- (one hundred million eight hundred seventy-five thousand six hundred nine euros seventy-three cents) whilst the Available Cash is EUR 101,051,759.26- (one hundred one million fifty-one thousand seven hundred fifty-nine euros and twenty-six cents).

The shareholders unanimously resolve to keep a certain amount of cash in order to enable the Company to have sufficient liquidities to face any unexpected short term liability so that the Cancellation Value per Share per each Class D Preferred Share will be EUR 100,729,908.11- (one hundred million seven hundred twenty-nine thousand nine hundred eight euros and eleven cents).

*Second resolution:*

The meeting decides to amend article 8. of the articles of association as follows:

“ **Art. 8.**

8.1. The Company's corporate capital is fixed at 481,960 EUR (four hundred eighty one thousand nine hundred sixty euro), represented by 29,000 (twenty nine thousand) ordinary shares, (the «Ordinary Shares»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class C preferred shares (the «Class C Preferred Share»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class F preferred shares (the «Class F Preferred Shares»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class G preferred shares (the «Class G Preferred Shares»), 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class H preferred shares (the «Class H Preferred Shares») and», 56,620 (fifty six thousand six hundred twenty) redeemable class I preferred shares (the «Class I Preferred Shares») of 1.- EUR (one euro) each.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are hereafter together referred to as a "share" or the "shares".

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used for the purpose of the repurchase of any class of shares as per article 8.2. to 8.8 of these Articles, to offset any net realized losses, to make distribution to the sole shareholder or the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

8.2. Repurchase

8.2.1 - The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares provided that such cancellation relates to the whole of one or more classes of Preferred Shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in such classes). In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class I Preferred Shares).

8.2.2 - In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more classes of Preferred Shares, the holders of Shares of the repurchased and cancelled classes) of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant classes) held by them and cancelled.

8.2.3 - Each class of Preferred Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class, in case of redemption of such class, to the Available Amount.

8.2.4 - In the case of redemption of a Class of Preferred Shares, the holders of such class of Preferred Shares shall receive the Cancellation Value per Share provided that where the Cancellation Value per Share so determined exceeds the Available Cash per Share, the Cancellation Value per Share shall be equal to the Available Cash per Share.

### 8.3. Dividends

The holders of each Class of Preferred Shares shall be entitled, during the existence of the relevant Class of shares, to receive a fixed annual cumulative preferential dividend, which will only be payable at the redemption and cancellation of the relevant Class of shares or upon liquidation of the Company, as follows:

Class A Preferred Shares: zero point ten per cent (0.10%) of the par value of the Class A Preferred Shares held by them;

Class B Preferred Shares: zero point fifteen per cent (0.15%) of the par value of the Class B Preferred Shares held by them;

Class C Preferred Shares: zero point twenty per cent (0.20%) of the par value of the Class C Preferred Shares held by them;

Class E Preferred Shares: zero point twenty five per cent (0.25%) of the par value of the Class E Preferred Shares held by them;

Class F Preferred Shares: zero point thirty per cent (0.30%) of the par value of the Class E Preferred Shares held by them;

Class G Preferred Shares: zero point thirty-five per cent (0.35%) of the par value of the Class F Preferred Shares held by them;

Class H Preferred Shares: zero point forty per cent (0.40%) of the par value of the Class G Preferred Shares held by them;

Class I Preferred Shares: the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g. Class H Preferred Shares) have been cancelled following its redemption or otherwise at the time of distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially Class H Preferred Shares).

### 8.4 - Share premium

Any available share premium shall be distributable to the shareholders proportionately to their holding of Shares.

### 8.5- Modification of share capital

The corporate capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 15 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

### 8.6- Transfer, Acquisition and Subscription to Shares

Any transferee of, new subscriber to, acquirer or otherwise a shareholder of the Company's Shares must at all times acquire, subscribe to or otherwise hold shares in all of the Company's classes of Shares without exception. Therefore, no transferee, new subscriber, acquirer or otherwise shareholder may at any time hold Shares in one or more of the Company's classes of Shares without holding the same proportion of Shares in all other existing classes of the Company's Shares.

Subject to the provisions set forth in article 189 of the Law and the terms of any shareholders' agreement that may be in force among the Company's shareholders from time to time,

(i) Shares may be freely transferred between shareholders;

(ii) Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general shareholders' meeting, provided that, in each case, each shareholder must, following any such transfer, hold the same proportion of shares in each of the classes of Shares held. For the avoidance of doubt, a sale of Shares by a shareholder of one class of Shares triggers a sale of Shares, in the same proportion, of any other class of Shares held.

### 8.7- Voting rights - Distributions

Each Share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Save as provided in the present article 8.

(i) The Ordinary Shares shall be entitled to an exclusive cumulative dividend amounting to zero point zero one percent (0.01 %) of the net annual profit of the company (the "Ordinary Dividend").

(ii) Each of the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class E Preferred Shares, the Class F Preferred Shares, the Class G Preferred Shares, the Class H Preferred Shares and the Class I Preferred

Shares shall be entitled to share on a pro-rata basis any residual profits remaining in the Company after the payment or provisioning of the Ordinary Dividend.

#### 8.8 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

#### 8.9. Definitions

**Available Cash:** Means all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding 6 months), any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the sole manager or the board of managers, as the case may be, will be paid to the Company in the short term or to the extent agreed between the Company and the shareholders, such assets which can be assigned in kind by the company in settlement of the Cancellation Value, LESS any indebtedness or other debt of the Company payable in less than 6 months determined on the basis of the Interim Accounts

**Available Cash per Share:** Means in respect of a Class of Shares, the Available Cash divided by the number of Preferred Shares in issue in the class to be repurchased and cancelled.

**Cancellation Value per Share:** means the nominal value per Preferred Share to be cancelled plus Available Amount divided by the Number of Preferred Shares in issue in the Class to be repurchased and cancelled.

**Class A Interim 2012 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class A Preferred Shares.

**Class B Interim 2013 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class B Preferred Shares.

**Class C Interim 2014 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class C Preferred Shares.

**Class E Interim 2016 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class E Preferred Shares.

**Class F Interim 2017 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class F Preferred Shares.

**Class G Interim 2018 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class G Preferred Shares.

**Class H Interim 2019 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class H Preferred Shares.

**Class I Interim 2020 Accounts:** Means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the Class I Preferred Shares.

**Available Amount** means (without double counting) total amount of net profits of the Company (including called forward profits if any but less any declared unpaid dividend), but (i) less the results of any losses (including carried forward losses if any) expressed as a positive, minus any freely distributable share premium and reserves and (ii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles determined on the basis of the Interim Accounts.

The Available Amount shall then be calculated in accordance with the following formula:

$$AA = P - (L - R) - LR$$

Whereby:

AA = Available Amount

P = Net profits of the Company (including carried forward profits if any but less any declared unpaid dividend)

L = Losses (including carried forward losses if any)

LR = Any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the Law or to the Articles

R = Any freely distributable share premium and reserves

**Interim Accounts:** Means the interim accounts of the Company as at the relevant interim Account Date.

**Interim Account Date:** Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares

8.9. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorized and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not, into shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not to be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the Law will be complied with. The aforementioned instruments may however only be issued to shareholders proportionately to their holding of Shares immediately prior to such issuance.”

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 01:30 pm.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Leudelange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le trois août.

Par devant Me Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand- Duché de Luxembourg, sous-signée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «UPX International S.à r.l.» ayant son siège social à L-3364 Leudelange, Rue de la Poudrerie 1, ci-après «la Société», constituée suivant acte reçu le 5 juillet 2012, inscrite au Registre des Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro R.C.S. B 170 100 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 3 novembre 2014, publié au Mémorial C N° 3718 du 4 décembre 2014.

La séance est ouverte à 13.00 heures sous la présidence de Madame Véronique PETIT, employée privée, établie professionnellement à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Vanessa CLAUSSE, employée privée, établie professionnellement à L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement. Les associés présents ou représentés déclarent renoncer à toutes formalités de convocation.

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant, les associés présents ou représentés reconnaissant avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à la réunion:

#### *Ordre du jour*

1. Diminution du capital social à concurrence d'un montant de 56.620 EUR (cinquante-six mille six cent vingt euros) pour le porter de son montant actuel de 538.580 EUR (cinq cent trente-huit mille cinq cent quatre-vingts euros) à 481.960 EUR (quatre cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante euros) par annulation de 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune en conformité avec l'article 8.2 des Statuts;

2. Modification de l'article 8. des Statuts.

Après avoir délibéré, l'Assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution:*

L'assemblée décide de diminuer le capital social, en conformité avec l'article 8.2 des Statuts, à concurrence d'un montant de 56.620 EUR (cinquante-six mille six cent vingt euros) pour le porter de son montant actuel de 538.580 EUR (cinq cent trente-huit mille cinq cent quatre-vingts euros) à 481.960 EUR (quatre cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante euros) par annulation de 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) détenues comme suit:

1. Industri Kapital 2007 Limited Partnership I: 13.531 (treize mille cinq cent trente-et-une) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune;

2. Industri Kapital 2007 Limited Partnership II: 12.765 (douze mille sept cent soixante-cinq) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune;

3. Industri Kapital 2007 Limited Partnership III: 14.222 (quatorze mille deux cent vingt-deux) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune;

4. Industri Kapital 2007 Limited Partnership IV: 15.933 (quinze mille neuf cent trente-trois) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune;

5. Alpha IAB Co-Investment AB: 169 (cent soixante-neuf) Parts Sociales Privilégiées de Classe D d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune.

Conformément à la méthode de calcul fixée à l'article 8.2. des Statuts, le Montant Disponible pour l'annulation des Parts Privilégiées de Classe D s'élève à 100.875.609,73- EUR (cent millions huit cent soixante-quinze mille six cent neuf euros et soixante-treize cents) tandis que le Cash Disponible est de 101.051.759,26 - EUR (cent un millions cinquante-et-un mille sept cent cinquante-neuf euros et vingt-six cents).

Les associés décident à l'unanimité de conserver un certain montant afin de permettre à la Société de disposer de liquidités suffisantes pour faire face à d'éventuelles dettes imprévues à court terme, de sorte que le Montant d'Annulation par Part Sociale s'élève, pour chaque Part Sociale Privilégiée de Classe D, à cent millions sept cent vingt-neuf mille neuf cent huit euros et onze cents (100.729.908,11- EUR).

#### *Deuxième résolution:*

En conséquence des déclarations et des résolutions précédentes, l'assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts comme suit:

#### **“ Art. 8.**

8.1. Le capital social est fixé à 481.960 EUR (quatre cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante euros), représenté par 29.000 (vingt-neuf mille) Parts Sociales Ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe A (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe A»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe B (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe C (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe C»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe E (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe E»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe F (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe F»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe G (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe G») et 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe H (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe H»), 56.620 (cinquante-six mille six cent vingt) parts sociales privilégiées de classe I (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe I»), d'une valeur nominale de 1,- EUR (un euro) chacune.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées sont désignés ci-après une «part sociale» ou les «parts sociales».

En plus du capital social, il peut être ouvert un compte-prime sur lequel est transféré toute prime payée sur toute part sociale en plus de sa valeur nominale. Le montant du compte-prime peut être utilisé pour le rachat de nt impolie quelle classe de palis sociales selon l'article 8.2. à 8.8 de ces Statuts, afin de compenser n'importe quelles pertes nettes réalisées, afin d'en effectuer la distribution à l'associé unique ou aux associés, ou afin d'en allouer des fonds à la réserve légale.

#### 8.2 - Rachat

8.2.1 - Le capital social de la Société pourra être réduit par l'annulation de Parts Sociales, à condition qu'une telle annulation ait trait à l'intégralité d'une ou plusieurs classes de Parts Sociales Privilégiées par le biais du rachat et de l'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans cette(ces) Classes). En cas de rachats et d'annulations de classes de Parts Sociales, de tels annulations et rachats de Parts Sociales seront faits dans l'ordre alphabétique inverse (commençant pat. la Parts Sociales Privilégiées de Classe I).

8.2.2 - Dans le cas d'une réduction du capital social par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de Parts Sociales faisant partie des Classes de Parts Sociales rachetées et annulées percevront de la part de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Part Sociale (telle que définie ci-dessous) pour chacune des Palis Sociales des Classes concernées qu'ils détiennent et qui ont été annulées.

8.2.3 - Chaque classe de Parts Sociales Privilégiées donne droit à ses détenteurs, au prorata des Parts Sociales qu'ils détiennent dans cette classe, dans le cas d'm rachat de cette classe, au Montant Disponible.

8.2.4 - Dans le cas du rachat d'une classe de Parts Sociales Privilégiées, les détenteurs de cette classe de Parts Sociales Privilégiées percevront le Montant d'Annulation par Part Sociale sous réserve toutefois que lorsque le Montant d'Annulation par Part Sociale excède le Cash Disponible par Part Sociale, le Montant d'Annulation par Part Sociale sera égal au Cash Disponible par Part Sociale.

#### 8.3.- Dividendes

Les détenteurs de chaque Classe de Parts Sociales Privilégiées auront le droit, pendant l'existence de la Classe concernée de parts sociales, de percevoir un dividende préférentiel cumulatif annuel fixe, qui sera uniquement payable lors du rachat et de l'annulation de la Classe concernée de parts sociales ou au moment de la liquidation de la Société, comme suit:

Parts privilégiées de Classe A: zéro virgule dix pourcent (0,10 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe B: zéro virgule quinze pourcent (0,15 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe C: zéro virgule vingt pourcent (0,20 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe E: zéro virgule vingt-cinq pourcent (0,25 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe F: zéro virgule trente pourcent (0,30 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe G: zéro virgule trente-cinq pourcent (0,35 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe H: zéro virgule quarante pourcent (0,40 %) de la valeur de la Classe Actions Privilégiées qu'ils détiennent;

Parts privilégiées de Classe I: le solde de toute distribution de dividende.

Si toute la dernière Classe de Parts Privilégiées restante (par ordre alphabétique, par exemple, Parts privilégiées de Classe I) a été annulée suite à un rachat au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera alors alloué à l'avant dernière Classe de Parts Privilégiées restante dans l'ordre alphabétique inverse (par exemple, Parts privilégiées de Classe H)

#### 8.4 - Prime d'émission

Toute prime d'émission disponible est distribuable aux associés en proportion de leur détention de Parts Sociales.

#### 8.5 - Modification du capital social

Le capital social peut être modifiée à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 15 des Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

#### 8.6 - Vente, Acquisition, et souscription des Parts Sociales

Tout cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé doit, à tout moment, acquérir, souscrire ou d'une quelconque manière détenir des Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales sans exception. Par conséquent, aucun cessionnaire, nouveau souscripteur, acquéreur ou associé de Parts Sociales ne peut détenir des Parts Sociales dans une ou plusieurs classes de Parts Sociales sans détenir la même proportion de Parts Sociales dans toutes les classes de Parts Sociales existantes.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 189 de la Loi ou des stipulations d'une convention qui pourrait être en vigueur entre les associés de la Société,

(i) les Parts Sociales sont librement transmissibles entre associés;

(ii) Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social sous la condition que chaque cédant doit, à la suite d'une telle cession, détenir la même proportion de Parts Sociales dans chaque classe de Parts Sociales détenue. Il est précisé qu'une vente de Parts Sociales, par un associé d'une certaine classe de Parts Sociales, déclenchera la vente de Parts Sociales, dans la même proportion, dans toutes les autres classes de Parts Sociales détenues.

#### 8.7.- Droits de vote - Distributions

Chaque Part Sociale, confère un droit de vote identique au moment de la prise des résolutions. Sauf ce qui est prévu au présent article 8.

(i) les Parts Sociales Ordinaires ont droit à un dividende cumulatif exclusif s'élevant à zéro point zéro lm pour cent (0.01 %) du profit annuel net de la Société (le «Dividende Ordinaire»);

(ii) (ii) Chacune des Parts Sociales Privilégiées de Classe A, des Parts Sociales Privilégiées de Classe B, des Parts Sociales Privilégiées de Classe C, des Parts Sociales Privilégiées de Classe E, des Parts Sociales Privilégiées de Classe F, des Parts Sociales Privilégiées de Classe G, des Parts Sociales Privilégiées de Classe H et des Parts Sociales Privilégiées de Classe I ont droit de se partager, sur une base proratisée, tout profit résiduel restant dans la Société après le paiement ou la provision du Dividende Ordinaire.

#### 8.8 - Indivisibilité des Parts Sociales

Les Parts Sociales sont indivisibles envers de la Société, alors qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

#### 8.9 - Définitions

Cash Disponible: Signifie les liquidités détenues par la Société (à l'exception des liquidités inscrites sur des comptes à terme ayant une échéance supérieure à 6 mois), tous instruments immédiatement négociables sur des marchés monétaires, toutes obligations ou tous titres de créance qui, selon l'opinion du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, seront payés à la Société à court terme ou dans la limite convenue entre la Société et les associés, tous actifs pouvant être transférés en nature par la Société en paiement de la Valeur d'Annulation, MOINS tout passif ou autres dettes de la Société payables dans les 6 mois sur la base des Comptes Intérimaires.

Cash Disponible par Part Sociale: Signifie, à propos d'une Classe de Parts Sociales, le Cash Disponible divisé par le nombre de Parts Sociales Privilégiées émises dans la Classe devant être rachetée et annulée.

Comptes Intérimaires 2012 de Classe A Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe A.

Comptes Intérimaires 2013 de Classe B Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe B.

Comptes Intérimaires 2014 de Classe C Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe C.

Comptes Intérimaires 2016 de Classe E Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe E.

Comptes Intérimaires 2017 de Classe F Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe F.

Comptes Intérimaires 2018 de Classe G Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe G.

Comptes Intérimaires 2019 de Classe H Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe H.

Comptes Intérimaires 2020 de Classe I Signifie les Comptes Intérimaires pour le rachat et l'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées de Classe I.

Montant d'Annulation par Part Sociale: Signifie la valeur nominale par Part Sociale Privilégiée devant être annulée plus le Montant Disponible divisé par le Nombre de Parts Sociales Privilégiées émises dans la Classe devant être rachetée et annulée.

Montant Disponible signifie (sans cumul) le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant mais moins tout dividende déclaré mais impayé), mais (i) moins les résultats de toutes pertes (pertes reportées y compris le cas échéant) exprimées de manière positive, moins toute prime d'émission librement distribuable et toutes réserves et (ii) moins toutes les sommes placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts déterminées sur base des Comptes Intérimaires.

Le Montant Disponible devra par conséquent être calculé en tenant compte de la formule suivante:

$$AA = P - (L - R) - LR$$

Dans laquelle:

AA = Montant Disponible

P = Bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés le cas échéant mais moins tout dividende déclaré mais impayé)

L = Pertes (y compris les pertes reportées le cas échéant)

LR = Toutes les sommes placées en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts

R = Toute prime d'émission librement distribuable et toutes réserves Comptes Intérimaires Signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée

Date des Comptes Intérimaires Signifie la date ne précédant pas huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Sociales Privilégiées concernée.

8.9.- Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en Parts Sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la Loi soit respecté. Lesdits instruments ne pourront cependant être émis aux associés qu'en proportion de leur détention de Parts Sociales juste avant une telle émission.»

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinq cents euros (2.500,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 13.30 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Leudelange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française.

Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: V. PETIT, V. CLAUSSE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 06 août 2015. Relation: DAC/2015/13187. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 11 août 2015.

Référence de publication: 2015137852/416.

(150149367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 août 2015.

**LaSalle UK Ventures Co-Investment Property 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.658.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of July.

Before us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

“LaSalle UK Ventures Co-Investment 2 S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies under number B 176.045, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg,

here represented by Ms Stefanie Kreuzer, legal counsel, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 07 July 2015, which proxy, after being signed “ne varietur” by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The appearing party is the sole shareholder of the société à responsabilité limitée “LaSalle UK Ventures Co-Investment Property 1 S.à r.l.”, having its registered office at 41, avenue de la Liberté, Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Register of Commerce and Companies in Luxembourg under RCS B 136 658, incorporated by a deed of the undersigned notary on 22 February 2008, published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations number 767 of 29 March 2008. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 23 March 2009, published in the Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations number 939 of 05 May 2009.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder decides to decrease the Company's corporate capital by an amount of three hundred and eighty-five thousand four hundred and sixty pounds sterling (GBP 385.460,-) so as to bring it from its present amount of three hundred and ninety-five thousand four hundred and sixty pounds sterling (GBP 395.460,-) to ten thousand pounds sterling (GBP 10.000,-) by cancellation of three hundred and eighty-five thousand four hundred and sixty (385,460) shares, each having a par value of one pound sterling (GBP 1,-) with reimbursement to the sole shareholder.

*Second resolution*

The sole shareholder resolves to confer all necessary powers to the managers of the Company in order to proceed to the implementation of the above taken resolutions.

*Third resolution*

As a consequence of such decrease, the first paragraph article FIVE (5) of the Company's Articles of Association is amended and shall henceforth read as follows:

**Art. 5. (first paragraph).** “The Company's share capital is set at ten thousand pounds sterling (GBP 10.000,-) represented by ten thousand (10.000) shares with a par value of one pound sterling (GBP 1,-) each.”

*Costs and Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, this proxyholder signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le dix juillet.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand Duché de Luxembourg),

a comparu:

«LaSalle UK Ventures Co-Investment 2 S.à r.l.», une société à responsabilité limitée existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 176.045, ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg,

ici représentée par Mademoiselle Stefanie Kreuzer, conseiller juridique, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 07 juillet 2015, laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, annexée au présent acte.

La partie comparante est le seul associé de la société à responsabilité limitée «LaSalle UK Ventures Co-Investment Property 1 S.à r.l.», ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136 658, constituée suivant acte du notaire instrumentant le 22 février 2008, publié au Mémorial C -Recueil des Sociétés et Associations, numéro 767 du 29 mars 2008. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 mars 2009, publié au Mémorial C -Recueil des Sociétés et Associations numéro 939 du 05 mai 2009.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société, à concurrence d'un montant de trois cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante livres sterling (385.460,- GBP) (le «Montant Réduit») afin de le porter de son montant actuel de trois cent quatre-vingt-quinze mille quatre cent soixante livres sterling (395.460,- GBP) à dix mille livres sterling (10.000,- GBP), par l'annulation de trois cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent soixante (385.460) parts sociales d'une valeur d'une livre sterling (1,- GBP) chacune, par remboursement au profit de l'associé unique.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide a décidé de conférer tous pouvoirs aux gérants pour exécuter les résolutions ci-dessus.

*Troisième résolution*

Suite à la réduction de capital ainsi réalisée, le premier alinéa de l'article CINQ (5) des statuts de la Société est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 5. (premier alinéa).** «Le capital social est fixé à la somme de dix mille livres sterling (10.000,- GBP), représentée par dix mille (10.000) parts sociales d'une valeur d'une livre sterling (1,- GBP) chacune.»

*Frais et Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. KREUZER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 14 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16504. Reçu soixante-quinze Euros (75.- UER).

*Le Receveur ff.* (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015139048/91.

(150151016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2015.

**Apta Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 99.495.

Par décision du Conseil d'Administration tenu le 17 août 2015 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Emmanuel Briganti de sa fonction d'administrateur avec effet au immédiat
- De coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Madame Marina Padalino, résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celui de leur prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
APTA FINANCE S.A.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2015139952/15.

(150152379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.